

Vous trouverez dans ce document les principales contributions au texte Europe qui nous sont parvenues.

Certaines ont déjà inspiré le texte « **La gauche est l'avenir de l'Europe** » – elles sont surlignées en rouge. Les autres seront étudiées d'ici le 2 octobre et pourront enrichir le texte.

Elles peuvent être reprises, ou précisées, dans le cadre de la phase de consultation sur les propositions d'actions du texte qui s'ouvre jusqu'au 30 septembre.

ANNEXE 1

LES PRINCIPALES PROPOSITIONS ISSUES DE LA RUCHE SOCIALISTE

1. L'EUROPE PUISSANCE

- | Créer un fonds d'aide au développement
- | Créer un siège de permanent au conseil de sécurité de l'UE
- | Créer un ministère de la Défense, un budget et une armée européenne communs
- | Une politique commune de cyberdéfense
- | Rendre possible des coopérations renforcées en matière de défense et diplomatie **prise en compte**
- | Un Buy européen Act pour protéger le marché européen et défendre les intérêts de nos entreprises **prise en compte**
- | De nouveaux traités commerciaux pour réécrire les règles de la mondialisation **prise en compte**
- | Lutter contre la fraude fiscale internationale et instaurer une coopération internationale en la matière **prise en compte**
- | Substituer un droit d'asile européen au règlement Dublin, instituer des quotas de migrants économiques et prendre l'initiative d'une conférence internationale sur les migrations **prise en compte**
- | Lier commerce international et lutte contre le dumping **prise en compte**



2. L'EUROPE POUR LES EUROPÉENS

■ UNITÉ ET SOLIDARITÉ

- | Lutter contre la concurrence fiscale par un régime européen d'imposition unifié **prise en compte**
- | Imposer mes entreprises en fonction de leur pays d'origine **prise en compte**
- | Mettre en œuvre une politique industrielle commune sur le modèle de la PAC **à explorer**
- | Promouvoir la codétermination pour réduire les conflits salariés-actionnaires **prise en compte**
- | Créer une sécurité sociale européenne unique **à explorer**

■ METTRE FIN À LA POLITIQUE D'AUSTÉRITÉ

- | Sortir du calcul du déficit les investissements pour le développement durable, la recherche et la défense **prise en compte**
- | Renégocier les critères de Maastricht, les soumettre à délibération du Parlement européen **à explorer**
- | Abandonner l'indépendance de la Banque centrale et promouvoir une politique monétaire et budgétaire au service de la croissance et de la lutte contre le chômage **prise en compte**
- | Engager un plan de relance de 1000 milliards sur 5 ans qui permettrait notamment de réduire le chômage. Cette somme pourrait être répartie en pourcentage du PIB **à explorer**

■ SOCIAL ET SOLIDARITÉ

- | Donner la priorité à l'harmonisation sociale et fiscale **prise en compte**
- | Faire respecter la charte sociale européenne **prise en compte**
- | Créer un revenu universel européen **prise en compte**
- | Lier commerce international et lutte contre le dumping **prise en compte**



■ EUROPE ÉCOLOGIQUE

- | Fixer à l'Europe un objectif de 100% d'énergies décarbonées, Europe zéro CO2 [à explorer](#)
- | Développer une industrie verte créatrice d'emplois [prise en compte](#)
- | Mettre en place une taxe carbone aux frontières de l'Europe [prise en compte](#)
- | Mettre en place des obligations vertes destinées à financer l'union énergétique, les ENR et la transition agricole vers des circuits courts et bio, ainsi que la recherche en sciences environnementales [à explorer](#)
- | Créer une agence européenne de l'environnement sur le mode de l'ADEME [prise en compte](#)

CULTURE, JEUNESSE

- | Créer un label université handi'accueillante [prise en compte](#)
- | Mettre en place un service civique européen [prise en compte](#)
- | Ouverture d'Erasmus aux lycéens et aux apprentis [à explorer](#)
- | Permettre à tous les jeunes européens âgés de 18 ans de disposer du pass-interrail gratuitement, s'ils en font la demande, pour une période d'un mois [prise en compte](#)
- | Promouvoir une Europe de la culture et de la jeunesse fondée sur l'échange et la mobilité pour tous [prise en compte](#)

3. L'EUROPE PAR LES EUROPÉENS

- | Démocratiser les institutions européennes [prise en compte](#)
- | Faire respecter la souveraineté populaire et la voix des citoyens [prise en compte](#)
- | Faire participer les citoyens au quotidien [prise en compte](#)
- | Rendre transparentes les positions des États au sein de l'UE [prise en compte](#)
- | Élargir les prérogatives du Parlement européen [prise en compte](#)
- | Inscrire ans la constitution l'obligation d'organiser un référendum pour la ratification des traités européens [prise en compte](#)
- | Organiser des Assemblées citoyennes biennuelles, pour revivifier la démocratie européens [à explorer](#)
- | Avancer sur la transparence des institutions, notamment dans la composition des membres de la commission [à explorer](#)



ANNEXE 2

LES PROPOSITIONS DE TRAVAIL ISSUES DES CONTRIBUTIONS DES GROUPES DE TRAVAIL

Ce que nous défendrons au Parlement européen

1. UNE POLITIQUE MIGRATOIRE COURAGEUSE, À LA HAUTEUR DE NOTRE DEVOIR

Création d'une Agence Européenne de l'Asile, un OFPRA européen aux compétences élargies qui remplacerait l'actuel bureau européen de l'asile,

Révision du règlement Dublin: le pays de 1^{ère} entrée ne doit plus être nécessairement le pays d'accueil

Des voies légales de migrations économiques appuyées sur les données du secteur de l'emploi

Des frontières, pas des murs: L'Europe doit disposer de frontières nécessaires pour appliquer sa politique migratoire

Un Accord de Paris des migrations: L'UE doit prendre l'initiative des accords de Paris des migrations. Il existe un déni migratoire, comme il existe un déni climatique. Il faut donc travailler avec un « GIEC » des migrations à l'anticipation et à la régulation des flux migratoires selon des clés de répartition communément admises et acceptées et créer des visas humanitaires. En Europe d'abord, puis hors de l'Europe, par zone.

Accueil et intégration: L'Europe doit créer des centres de premiers accueils pour recevoir de manière inconditionnelle les sans-abris et travailler à leur orientation selon leur situation. Elle doit aussi construire une politique d'intégration forte, fondée sur un apprentissage soutenu, dès l'arrivée en Europe, de la langue du pays d'accueil.

2. FAIRE RESPECTER LES NORMES EUROPÉENNES (SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES) DANS LES TRAITÉS COMMERCIAUX

Transparence dans les négociations

Respect des grands textes internationaux (Accord de Paris, conventions OIT, accords de coopération fiscale,...)

Déclenchement de sanctions commerciales en cas de violation de cet ordre public mondial pour subordonner le commerce aux grands objectifs que se donne l'humanité en termes de droits humains et de droits environnementaux ; et d'imposer nos standards dans la mondialisation.



3. UNE LUTTE ACCRUE CONTRE LA FRAUDE FISCALE ET LES PARADIS FISCAUX

Instauration d'un impôt européen sur les sociétés pour éviter les stratégies de fuite fiscale des grands groupes internationaux,

Création d'un cadastre financier européen pour permettre les vérifications des différentes autorités fiscales des États membres sur les titres et leur appartenance,

Fin des paradis fiscaux pour mettre fin au transfert de la fiscalité des entreprises vers les salariés et taxer les entreprises de manière plus équitable dans les pays de l'UE.

4. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE DÉFENSE DE L'EUROPE ET LA SÉCURITÉ DES EUROPÉENS

Renforcement de l'indépendance de l'industrie européenne

Contrôle des exportations d'armements: Appliquer la position commune des États membres de 2008 qui encadre les exportations d'armements. Renforcer l'information du Parlement européen.

Création d'un FBI Européen ou renforcement des compétences d'Europol dans le domaine du terrorisme puis de la criminalité transnationale permettra d'assurer la sécurité des européens avec des outils de pointe.

Renforcement des groupements tactiques: en renforçant la solidarité financière des États membres et en rallonger la période de mobilisation pour en faire de véritables partenariats de long terme.

5. AFFIRMER L'EUROPE COMME UNE PUISSANCE CULTURELLE

Création d'une chaîne d'info: «Voice of Europe» sur le modèle des grandes chaînes internationales dont l'objectif serait la promotion des valeurs européennes.

Soutien à la traduction et le multilinguisme: création d'un fonds européen Umberto ECO pour financer la traduction/diffusion des œuvres européennes hors des frontières de l'UE.



6. CONQUÊTES INDUSTRIELLES ET DÉFENSE DE LA BASE INDUSTRIELLE

| **Défense commerciale** : Si un État hors de l'UE subventionne sa production aux exportations ou toute autre pratique déloyale, l'UE peut répliquer en faisant de même ou en restaurant l'égalité par les droits de douane l'entreprise étrangère et l'entreprise européenne.

| **Assouplissement du droit de la concurrence** pour protéger la constitution d'acteurs européens à dimension mondiale est nécessaire dans des secteurs stratégiques

| **IDE** pour Instituer un Décret «Montebourg» à l'échelle de l'UE sur les investissements étrangers pour protéger les fleurons industriels et les jeunes entreprises innovantes

| **Grand plan d'investissements publics** massif pour promouvoir l'économie verte en direction des territoires prioritaires dont deux grands hubs portuaires des deux côtés de la Méditerranée afin de favoriser les échanges économiques entre les deux rives de la Méditerranée

7. L'EUROPE, FER DE LANCE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

■ TRANSFORMER LA PAC, AMÉLIORER L'ALIMENTATION

| **Amélioration de la qualité de l'alimentation**, meilleure information du consommateur

| **Un règlement européen** contre le gaspillage alimentaire

| **Réduction des écarts de développement** entre les régions

| **Maintien de l'organisation commune du marché** et créer de nouveaux outils pour stabiliser les prix et sauvegarder les emplois et revenus

| **Exclusion des produits vulnérables** au début de tout accord commercial

■ FINANCER LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

| **Sortir du calcul du déficit** (3% aujourd'hui) des investissements liés à la transition écologique,

| **Faire de la BEI la banque de la transition écologique** et du développement durable,

| **Soutenir les initiatives des acteurs publics locaux** et des citoyens dans la période de montée en puissance du nouveau modèle productif social écologique.



■ DÉFENDRE LA BIODIVERSITÉ

- | **Limitation de l'urbanisation périphérique,**
- | **Interdiction rapide des pesticides dangereux,**
- | **Réduction des quotas de pêche** avec limitation de l'importation en provenance de pays ne respectant pas ces règles.

■ PROMOUVOIR LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE, FAIRE ÉVOLUER LE MIX ÉNERGÉTIQUE

- | **Promotion les économies d'énergie :** isolation des logements, augmentation jusqu'à 100€ la tonne de la contribution carbone, Création d'une ADEME européenne, développement de l'économie circulaire,...
- | **Évolution du mix-énergétique européen :** diminution progressive de la part du nucléaire, accroissement des ENR, fin du subventionnement des énergies polluantes, fermeture effective des centrales à charbon
- | **Anticipation et planification** les transitions des secteurs et régions menacées par les pertes d'emplois et accompagner les « perdants » de la transition écologique.

8.

LA LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE ET LES INÉGALITÉS

- | **L'objectif, à 5 ans, d'inflation et de chômage,** est fixé par le Parlement. La BCE détermine en toute indépendance les voies et les moyens d'atteindre ces objectifs.
- | **Le Parlement Européen et les parlements nationaux** votent chaque année une cible de déficit public au service d'une stratégie de croissance, en tenant compte de la conjoncture et des prévisions macro-économiques plutôt qu'en fonction d'une règle rigide de déficit (3%).
- | **ISF européen** pour lutter contre les inégalités de patrimoine avec des taux harmonisés sur l'ensemble du territoire de l'UE sur le modèle de l'impôt sur le capital des personnes physiques
- | **Fin du transfert de la fiscalité des entreprises** vers les salariés par la création d'un impôt sur l'activité réelle par pays, tel que proposé par l'économiste G. ZUCMAN.



9. LES NOUVELLES FRONTIÈRES SOCIALES DE L'EUROPE

SMIC européen à 60 % du salaire moyen du pays considéré pour s'assurer que dans chaque pays, quel que soit son niveau de développement initial, les travailleurs les plus modestes bénéficient de la croissance. Encadrement des nouveaux contrats de travail (ubérisation)

| **Écart maximal de salaires** défini au niveau européen/branche de manière paritaire entre les associations patronales européennes et les syndicats européens.

| **Modèle d'Europe Providence** garanti partout en Europe – et en particulier la portabilité des droits. Création d'une assurance chômage européenne.

| **Consécration de l'égalité salariale entre les hommes et les femmes** avec mise en place d'un arsenal répressif harmonisé au niveau européen pour éviter la concurrence salariale par les discriminations de sexe.

| **Plan d'éradication de la pauvreté des enfants en Europe**

| **Codétermination** : modèle européen d'entreprise consacrant la participation des salariés à la gouvernance d'entreprise avec des règles communes minimales (minimum X% d'administrateurs salariés dans les entreprises de plus de X salariés).

10. L'EUROPE DE LA CULTURE ET DE LA JEUNESSE

| **Exception culturelle européenne, statut de l'intermittence dans l'Union, droit d'auteur européen**

| **Apprendre l'histoire des mouvements culturels en Europe** : assurer la présence d'une histoire des mouvements artistiques et culturels en Europe dans les manuels d'histoire

| **Un service civique européen** pour encourager le volontariat et la mobilité des jeunes en Europe, il est proposé de créer un service civique Européen

| **Extension du pass Interrail** pour une période d'un mois, à tous les jeunes européens âgés de 18 ans qui en font la demande

| **Université Handi-accueillante** un label européen dans le cadre du programme Erasmus

| **L'harmonisation des diplômes** pour faciliter la mobilité et l'installation des jeunes européens dans la vie active

| **Pour une Garantie Jeune en Europe**

11. UN PARLEMENT DE PLEIN EXERCICE

- | **Un Parlement dont les représentants seront élus au suffrage universel direct**, tous les cinq ans, sur des listes transnationales.
- | **Un Parlement législateur** a l'initiative exclusive des lois (directives) dès lors que ce pouvoir s'exerce dans le champ des compétences de l'Union européenne.
- | **...qui fixe les objectifs économiques** de l'Union (inflation, croissance, chômage, dette/déficit) à 5 ans et donne mandat à la BCE
- | **... qui vote le budget et les recettes** de l'Union européenne et définit le champ des ressources propres de l'Union européenne.
- | **Un gouvernement de plein exercice** responsable devant le Parlement.
- | **Une meilleure association des villes et des régions** dans l'élaboration et la mise en œuvre de l'ensemble des politiques européennes.

12. GARANTIR LES DROITS FONDAMENTAUX DES EUROPÉENS

- | **Création d'un Défenseur des droits des citoyens européens** qui pourrait être saisi par tout citoyen de l'Union si celui-ci constatait la violation d'un des droits fondamentaux garantis par la Charte de Nice, en particulier les atteintes à l'égalité femmes/hommes
- | **Égalité Femme – Homme**: Trois axes au cœur de l'Agenda européen: 1/ la lutte contre les violences faites aux femmes (ratification de la Convention d'Istanbul et Directive dédiée), 2/ l'égalité des salaires et des pensions; 3/ la conciliation entre la vie privée et la vie professionnelle.
- | **Reconnaissance européenne du Droit à l'IVG** inscrit dans la Charte des droits fondamentaux de l'Union
- | **Adhésion de l'Union européenne à la Convention européenne des droits de l'Homme** du Conseil de l'Europe
- | **Assurer l'État de droit** par la révision de l'article 7 pour rendre effectif un mécanisme de contrôle et de sanctions de l'État de droit efficace et réactif pour faire face à d'éventuelles violations intervenues dans les États.

